

Chili 1970-1973

L'Unité populaire trahit la révolution



Lexique des organisations

Cordones industriales : organismes soviétiques rassemblant les travailleurs salariés d'une zone à partir de 1972.

CUT : Central Única de los Trabajadores, centrale unique dirigée par le PCCh, où interviennent aussi PS et DC.

JAP : Juntas de Abastecimientos y Precios. Collectifs populaires de quartier qui contrôlent la distribution. Se développant à partir de 1972.

LCR : Ligue communiste révolutionnaire (section française du SUQI pabliste). Préconise la guérilla et soutient le MIR. Aujourd'hui liquidée au profit du NPA semi-réformiste et quasi-pacifiste.

MIR : Movimiento de la Izquierda Revolucionaria. Scission castriste du PS de 1965. Cesse la guérilla en 1970 et soutient l'UP de l'extérieur. Axé sur les campagnes et les bidonvilles. Dépourvu de toute démocratie interne. Aujourd'hui allié au PCCh dans Juntos Podemos.

PCCh : Parti Comunista de Chile. Parti stalinien lié à la bureaucratie de l'URSS, participe à l'UP, dénonce la radicalisation des masses comme autant de « provocations » et présente l'armée comme « le peuple en uniforme ». Il vante toujours l'UP et a fondé un mini front populaire, Juntos Podemos

PDC : Democracia Cristiana. Principal parti bourgeois.

PS : Partido Socialista. Parti social-démocrate qui se réclame du marxisme, participe à l'UP et fournit le président à la tête de l'État bourgeois, Allende, qui se suicide lors du coup d'État du 11 septembre 1973. De retour à la présidence de 2006 à 2010 en alliance avec le PDC.

UP : Unidad Popular. Le front populaire qui rassemble en décembre 1969 le PS, le PCCh, le Parti social-démocrate, le MAPU et l'Action populaire indépendante.



Chili 1970 - 1973

L'Unité populaire d'Allende a trahi la révolution et ouvert la voie à la dictature sanglante de Pinochet



Fidel Castro et le général Pinochet, commandant en chef de l'armée, 1971

supplément à *Révolution Communiste* n° 2
réédition d'un article de *Révolution Socialiste* n° 14, octobre 2004



dessin de José Muñoz

Le 11 septembre 1973, massacre du prolétariat, désarmé par Allende et l'UP

Il y a 31 ans, le 11 septembre 1973, l'armée chilienne, sous la conduite du général Pinochet, prenait le pouvoir avec le soutien de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain. Dans les jours et les semaines qui suivirent le coup d'État, des dizaines de milliers de travailleurs étaient arrêtés, parqués, emprisonnés, torturés, assassinés. Toutes les organisations ouvrières étaient dissoutes et les libertés démocratiques abolies. Le couvre-feu était instauré.

La classe ouvrière latino-américaine et mondiale subirent ainsi une défaite historique. Le prolétariat chilien écrasé mit des années à se relever. Au cours des mois suivant le coup d'État, le niveau de vie des travailleurs allait être réduit de moitié et toutes leurs conquêtes sociales et politiques supprimées. Ainsi, le général Augusto Pinochet entra dans l'histoire aux côtés des bourreaux Thiers, Mussolini, Hitler et autres Franco.

Pourtant, le 4 septembre 1973 encore, une formidable manifestation avait paralysé Santiago. 800 000 travailleurs et jeunes avaient défilé devant le palais présidentiel de La Moneda, réclamant des armes pour lutter contre les fascistes. Le président avait refusé, en invoquant, une fois de plus, la légalité et le respect de la démocratie bourgeoise.

Plus la démocratie est développée et plus elle est près, en cas de divergence politique profonde et dangereuse pour la bourgeoisie, du massacre ou de la guerre civile. (V. Lénine, La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, 1918, Œuvres t. 28, p. 254)

Le 30^e anniversaire du coup contre-révolutionnaire a été l'occasion de mystifications qui visent toutes à inculquer au prolétariat le respect de la démocratie bourgeoise, alors qu'il doit apprendre d'une telle tragédie la nécessité de s'armer et d'être implacable envers ses exploités et ses bourreaux.

Il y a trente ans, le 11 septembre 1973, le putsch de la junte présidée par le général Augusto Pinochet mettait un terme, dans un bain de sang, à trois années d'une expérience sans précédent. Pour la bourgeoisie chilienne comme pour les dirigeants des Etats-Unis, il fallait briser le rêve de Salvador Allende et de l'Unité populaire : une transition pacifique vers un socialisme démocratique. (Le Monde Diplomatique, septembre 2003)

Le legs d'Allende a été d'ouvrir un chemin de progrès dans la participation démocratique. (L'Humanité, 23 septembre 2003)

La plupart des médias français et tous les chefs réformistes ont désigné comme principal coupable du 11 septembre 1973 les services secrets américains, en minimisant le rôle de la bourgeoisie chilienne, toutes fractions confondues dans l'approbation du massacre des ouvriers, des employés et des étudiants, et en omettant la formation des officiers chiliens à la torture par l'armée française quand Pompidou, Mesmer, Giscard et Chirac étaient à la tête de la 5^e République. Les porte-parole du PS et du PCF, comme tous les démocrates bourgeois Ligue des droits de l'homme, SOS Racisme, Verts, MDC, PRG, UMP, UDF... ont larmoyé sur la mort de Salvador Allende, en camouflant qu'il avait livré les travailleurs sans armes à son ministre Pinochet.

Seule l'explication marxiste de tout ce qui s'est passé peut donner à l'avant-garde prolétarienne sa confiance en elle-même. Il ne suffit pas d'exprimer sa sympathie aux victimes, il faut devenir plus forts, pour renverser et étouffer le bourreau... (L. Trotsky, « Déclaration pour le congrès de lutte contre le fascisme », 1933, Œuvres t. 1, p. 94)

La funeste politique de l'*Unité populaire*, de défense de la propriété privée, de respect des institutions et de l'armée, conjuguée à l'absence d'un parti révolutionnaire, a permis à la bourgeoisie d'écraser le prolétariat chilien. Car, si l'armée chilienne fut, avec l'aide de l'impérialisme américain, le bourreau du prolétariat et des masses laborieuses, le front populaire « Unité populaire » en fut le fourrier.

Le Chili à l'orée des années 1960 : un pays dominé par l'impérialisme

Depuis la fin du XIX^e siècle, la bourgeoisie chilienne s'est engagée sur une voie dont elle ne s'est plus jamais écartée, celle d'une bourgeoisie compradore, c'est à dire d'une classe exploiteuse, mais soumise au capital étranger, tirant profit de fonctions totalement parasitaires : celles de courtier pour l'impérialisme mondial, essentiellement l'impérialisme américain. Incapable d'assumer le développement de l'économie nationale, par crainte que les masses débordent les objectifs de l'indépendance nationale, la bourgeoisie chilienne a livré le pays au pillage des grands groupes financiers internationaux, prélevant au passage une substantielle « commission ».

Cette mise en coupe réglée de l'économie s'appuie sur un réseau bancaire dont l'impérialisme US est le maître d'œuvre. La nature compradore de la bourgeoisie chilienne se manifeste par l'ampleur de la dette contractée sur le marché financier international. Une autre de ses caractéristiques est le parasitisme de la grande propriété foncière.

Face à la bourgeoisie chilienne et seul à même d'offrir une issue à la paysannerie pauvre, s'est dressé un prolétariat dont l'organisation et les traditions de lutte n'ont rien à envier aux classes ouvrières des pays avancés. Il a constitué des syndicats, des partis, mais n'est pas parvenu à se doter d'un parti révolutionnaire.

C'est dans ce Chili qu'à partir de 1967, les masses s'engagent dans de grandioses luttes de classe.

De 1964 à 1970, la montée révolutionnaire des masses divise la bourgeoisie

En 1964, pour les élections présidentielles, l'ensemble de la bourgeoisie chilienne s'était rassemblé derrière Eduardo Frei. Le candidat de la Démocratie chrétienne (DC), avait été élu avec 55,7 % des voix (contre 39 % à Allende) en promettant la « réforme agraire » et la « *chilínisation* » des ressources du sous-sol et des principaux secteurs de l'industrie.

Ayant entrepris, en 1967, de négocier avec les trusts américains le rachat de 51 % de leurs actifs, l'État chilien accepta d'indemniser les compagnies américaines bien au-delà de la valeur de leurs biens. Et payer au prix fort tout cela, cela voulait dire pour l'État chilien s'endetter encore plus. L'inflation se développa et le chômage grandit.

Soucieux de s'assurer une base sociale et d'opérer une transformation capitaliste de l'agriculture, le gouvernement Frei entama, à partir de 1964, une « réforme agraire » extrêmement limitée, assortie de la création de syndicats paysans étroitement contrôlés par la DC et l'État.

À partir de 1967, on assiste à une radicalisation de la lutte des classes. Les grèves gagnent de nombreuses entreprises tandis que le rythme des occupations de domaine

croît à une allure vertigineuse. A la ville comme à la campagne, la police tire, la police tue.

En 1969, à un an des élections présidentielles, l'unité de la bourgeoisie se disloque. Jusqu'au bout, les directions de la classe ouvrière s'efforcent de sauver le gouvernement en place. C'est ainsi qu'en octobre 1969, au moment où le soulèvement du régime de Tacna révèle au grand jour la désagrégation de l'Etat bourgeois et la faiblesse du gouvernement Frei, et risque de nourrir l'initiative des masses, le Parti communiste chilien (PCCh) et les dirigeants de la Centrale unique des travailleurs (CUT), appellent à une grève générale... de soutien au gouvernement. Mais le « soutien critique » des sociaux démocrates et des staliniens s'avère rapidement insuffisant et certains secteurs de la bourgeoisie envisagent de recourir au front populaire.

La formation de l'Unité populaire pour faire barrage aux masses

Les dirigeants du PCCh et du Parti socialiste (PS) vont essayer de coiffer le processus de montée de la lutte des classes. Aux masses qui cherchent l'unité des ouvriers et des paysans, l'unité de leurs partis et syndicats, le PCCh et le PS, opposent l'alliance gouvernementale des organisations ouvrières... avec des partis bourgeois.

Voici comment Corvalan, secrétaire du PCCh, définit dès décembre 1968, cette perspective gouvernementale :

Du point de vue des intérêts de classe majoritaires qui constituent le peuple dans l'acceptation la plus large du terme, et partant du caractère des contradictions et des transformations sociales qui sont à l'ordre du jour, nous avons besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur toutes les forces avancées de la société et n'ait seulement contre lui que les secteurs les plus réactionnaires.

L'Unité populaire va officiellement voir le jour le 17 décembre 1969. Le PS, le PCCh, en l'absence de la DC qui a décliné l'invitation, formalisent une alliance avec les partis bourgeois suivants :

- Le Parti radical (PR), vieux parti bourgeois réactionnaire, lié aux secteurs de la bourgeoisie nationale, à la bourgeoisie compradore, particulièrement compromis avec l'impérialisme et l'oligarchie financière.
- Le MAPU, constitué le 17 mai 1969, à partir d'une aile de la Démocratie chrétienne.
- L'API, fondée le 29 avril 1969 par le sénateur Rafael Tarud, ex-ministre de l'Économie du général Carlos Iburg (1952-1958), commerçant et propriétaire terrien, entouré d'un certain nombre de survivants du gouvernement populiste, ex-ministres ou officiers des forces armées et de carabiniers à la retraite.

Le même genre de coalition, de « front populaire », est actuellement à l'œuvre au Brésil et peut l'être demain en Bolivie... Il est d'autant irresponsable de minimiser la trahison des partis ouvriers traditionnels, leur alliance avec les représentants « progressistes » des exploités et les généraux « démocratiques » comme Pinochet, la constitution par le PS et le PCCh d'un gouvernement subordonné à la bourgeoisie.

Les soi-disant trotskystes qui nient le front populaire

Les centristes nient généralement que l'UP ait été un front populaire, comme par exemple, en France, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO) semi-réformistes. En Argentine, la LOI et son petit courant latino-américain (FTICI) expliquent :

Le gouvernement de Kerenski fut un front populaire classique d'un pays impérialiste. À l'opposé, le gouvernement d'Allende et de l'Unité populaire (UP) fut un gouvernement nationaliste bourgeois de collaboration de classe d'une semi-colonie, dirigée par la bourgeoisie nationale chilienne... Le gouvernement d'Allende fut un gouvernement nationaliste bourgeois comme celui de Perón en Argentine dans les années 50 ou celui de Nasser en Égypte... (BIOI supplément au n° 1, novembre 2000, p. 7)

La FTICI présente le gouvernement Allende comme une simple variante du populisme, un gouvernement à l'instigation de la classe dominante elle-même et non des directions trahies. Elle tourne le dos aux faits : les partis réformistes du Chili furent d'autant plus criminels qu'ils firent une alliance avec des débris politiques de la bourgeoisie, qu'ils élargirent ensuite, face à la révolution montante, aux généraux, dont Pinochet.

Les héritiers du pablisme version Moreno affectent de croire qu'il ne peut y avoir de front populaire que dans les pays impérialistes. Rien n'est plus faux. Avant que le terme « front populaire » fût inventé, il avait été pratiqué non seulement en Russie par le Parti socialiste-révolutionnaire et le Parti menchevik, mais en Chine par le jeune Parti communiste :

L'IC avait mené la révolution chinoise de 1925-1927 à la ruine grâce à la politique du front populaire. (L. Trotsky, « Les déclarations et les révélations de Staline », 1936, Œuvres t. 9, p. 71)

Les théorisations hasardeuses de la FTICI deviennent franchement grotesques pour le Chili :

- Le PCCh et le PS chilien avaient déjà mis sur pied ensemble en 1936, un bloc politique avec le Parti radical qui a exercé le pouvoir, sous le nom de « front populaire », avec le bourgeois radical Aguirre de 1938 à 1939.

- Le PCCh a fait une alliance stratégique avec le Parti radical et a participé au gouvernement bourgeois Videla, de 1946 à 1947, jusqu'à l'ouverture de la « guerre froide » quand le Parti radical a rompu le front populaire et l'a chassé du gouvernement.

Aucune organisation ouvrière sérieuse n'a le droit de diminuer la culpabilité des sociaux-démocrates et des staliniens chiliens, qui ont mis sur pied à plusieurs reprises une coalition avec les débris de la bourgeoisie et ont récidivé de manière criminelle en 1969. Et encore moins de le faire au nom de la 4^e Internationale de Trotsky, dont le programme avait prévenu du danger du front populaire pour l'Amérique latine :

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, non seulement en Chine et en Inde, mais en Amérique latine, la fraude du « front populaire » continue à paralyser encore les masses ouvrières... (Manifeste d'alarme, 1940, GB, p. 24-25)

Les jeunes révolutionnaires du Chili, du Brésil, de Bolivie, du Pérou et de toute l'Amérique latine doivent prendre pour guide, non des élucubrations des indémodables opportunistes morénistes, mais le bolchevisme et le programme de la 4^e Internationale.

La question des questions est à présent celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique leurs petites affaires. En réalité, à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme. (L. Trotsky, « Le RSAP et la 4^e Internationale », 1936, Œuvres t. 10, p. 248)

Sinon, ils seront conduits à l'adaptation aux appareils contre-révolutionnaires, comme la FTICI qui soutient aujourd'hui les « journées d'action » de la direction stalinienne de la CUT.

Le programme de l'Unité populaire et la question de l'État

En 1969, le programme du front populaire UP prétend « *commencer l'édification du socialisme au Chili* ». Cependant, il n'a pas un mot pour définir l'objectif politique par lequel il est possible de commencer l'« *édification du socialisme au Chili* », c'est-à-dire la « démolition » de l'appareil d'Etat, donc la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan s'engageant dans cette voie.

Au contraire, sa ligne directrice est clairement définie. Il s'agit non pas de détruire, mais de « *transformer les actuelles institutions* », c'est à dire de garantir la légitimité de l'Etat bourgeois et par dessus-tout, de ses forces armées :

La police doit être réorganisée afin qu'on ne puisse plus l'utiliser comme un organe de répression contre le peuple et qu'elle serve, au contraire à défendre la

population des actions sociales... Il est nécessaire d'assurer aux forces armées les moyens matériels et techniques et un système de rémunération, promotion et retraite... (Programme de l'UP, dans A. Acquaviva, G. Fournial, Chili de l'Unité populaire, Éditions sociales, 1971, p. 145-175)

Là est le cœur du programme du front populaire Unité populaire, sa nature bourgeoise. Là gît la trahison, prétendre qu'il est possible d'aller vers le socialisme sans abroger les institutions bourgeoises :

Pour les marxistes, un programme d'action de la classe ouvrière se juge en fonction de sa correspondance avec le processus qui, en fonction des rapports sociaux et politiques, conduit les masses de la lutte pour leurs revendications, leurs aspirations, à leur mobilisation révolutionnaire pour détruire l'État bourgeois, garant de la propriété privée des moyens de production, pour la prise du pouvoir, la construction de l'État ouvrier, l'institution de la dictature du prolétariat et l'expropriation des capitalistes. Le programme d'action, parce qu'il est l'expression consciente du processus inconscient, devient élément constitutif et finalement déterminant du processus révolutionnaire par la médiation du parti révolutionnaire.

Toute lutte de classe d'ampleur pose le problème du pouvoir ; concrètement, en période de révolution ouverte, la classe ouvrière se heurte à la bourgeoisie, à son État : le rôle du parti révolutionnaire est donc d'armer politiquement la classe ouvrière pour affronter dans les meilleures conditions l'ennemi de classe dont le pouvoir est concentré dans l'appareil d'État. En conséquence, un programme assurant émanciper la société des rets de la propriété privée des moyens de production, du capital, a pour objectif, pour centre de gravité la question des questions : la destruction de l'État bourgeois, la construction de l'État ouvrier.

C'est à partir de cet objectif que les mots d'ordre, les propositions, les revendications peuvent être jugés, appréciés, discutés, critiqués. Cela implique ceci : un programme peut comporter des mesures étendues de nationalisation, de réformes agraires, etc. Son véritable contenu est déterminé par sa position par rapport à la question de l'État. État bourgeois ou État ouvrier, destruction de l'État bourgeois et construction de l'État ouvrier, ou défense de l'État bourgeois. C'est ce qui détermine son contenu anti-impérialiste, anticapitaliste, ou de défense de l'impérialisme et de la bourgeoisie. (S. Just, Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui, Stock, 1977, p. 228-229)

Le 4 septembre 1970, Allende arrive en tête

Sur le programme de l'UP, le candidat à l'élection présidentielle de 1970 est Salvador Allende, le principal dirigeant du PS.

La campagne électorale est tendue. Meetings, rassemblements populaires, manifestations se déroulent sur toile de fond de grèves et d'affrontements à la ville comme à la campagne. Pendant toute cette période, des attentats organisés par des groupes armés appuyés sur la police de Frei, se multiplient contre les locaux ouvriers. De nombreux militants et jeunes sont torturés dans les commissariats. On relève des morts dans les manifestations.

Avec 36,3 % des voix, Allende devance le candidat de la DC, Radomiro Tomic (34,98 %) et celui du Parti national (PN), Jorge Alessandri (27,9 %).

La défaite des candidats des principaux partis bourgeois, écrasante dans les zones ouvrières, est accueillie avec un extraordinaire enthousiasme. La classe ouvrière et les masses organisées dans les milliers de Comités d'Unité populaire (CUP), dans les partis ouvriers et dans les syndicats ont conscience que leur poids politique dans le pays dépasse considérablement le compte exact des voix remportées par Allende. Des millions de travailleurs aspirent à en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, avec la propriété privée des moyens de production. Mais cette montée révolutionnaire s'accompagne, à cette étape, d'illusions dans leurs directions.

Le candidat de l'UP n'ayant pas obtenu la majorité absolue, la DC engage des pourparlers avec l'UP. En échange de la ratification par ses députés et sénateurs de l'élection d'Allende à la présidence, elle réclame qu'il accepte un « statut de garantie des libérés ».

Le « statut des garanties constitutionnelles » : préservation et renforcement de l'armée et de la caste des officiers

Les négociations entre la DC et l'UP aboutissent, le 15 octobre 1970, à l'adoption par le parlement d'un amendement à la Constitution connu sous le nom de *Statut des garanties*.

Ses points les plus significatifs sont : l'inamovibilité des hauts fonctionnaires mis en place par les régimes précédents, le maintien de l'aide de l'Etat à l'enseignement catholique, l'autonomie des universités, l'impossibilité pour le gouvernement de modifier le régime de propriété et de fonctionnement des moyens d'information.

Mais l'axe de ce texte est incontestablement constitué par la place qu'il accorde à l'armée, dans les termes suivants :

La force publique est uniquement et exclusivement constituée par les forces armées et le corps des carabiniers, institutions essentiellement professionnelles, hiérarchisées, disciplinées, obéissantes et non délibérantes. Seule la loi peut

fixer les effectifs de ces institutions. Le recrutement de nouveaux effectifs des forces armées et des carabiniers est réservé aux seules écoles spécialisées de ces institutions, sauf pour le personnel remplissant des fonctions exclusivement civiles.

Précisons tout de suite ici que le droit de vote pour les soldats et les sous-officiers, promis par le programme de l'Unité populaire, ne sera jamais octroyé.

Une fois voté ce *Statut des Garanties*, premier gage de la soumission totale des partis ouvriers bourgeois au capital, Allende est intronisé président, le 24 octobre 1970, entouré des chefs des trois armes et de la police. Le 4 novembre, il assistera, même à une messe de Te Deum en la cathédrale de Santiago, tandis que durant les 8 jours précédents, un couvre feu a empêché les masses de fêter leur victoire électorale ; tandis que pour des milliers de travailleurs et de paysans, le moment est venu d'engager la lutte pour la satisfaction de toutes les revendications : pour la terre, pour la nationalisation des richesses du pays accaparées par l'impérialisme, contre la propriété privée des moyens de production, pour des transformations révolutionnaires.

L'UP respectueuse du capitalisme chilien

Les premières mesures prises par le gouvernement de l'Unité populaire traduisent la réalité de la mobilisation des masses. Ainsi la hausse prévue des tarifs d'électricité est annulée, la Sécurité sociale est élargie à tous les travailleurs et un programme de construction de 120 000 logements est mis en route. En décembre, le gouvernement exproprie l'entreprise textile Bellavista-Tomé, dont la production était paralysée par le patron et qui était occupée par les ouvriers. Si, dans les premiers mois, l'Unité populaire a décrété d'importantes augmentations de salaires et créé plus de 50 000 emplois nouveaux, elle a surtout laissé à l'oligarchie et à la bourgeoisie agraire tout loisir de sauvegarder leurs intérêts et de saboter la production agricole et le ravitaillement des villes.

L'Unité populaire a respecté la loi de réforme agraire édictée par le gouvernement Frei en 1967 : elle a permis aux grands propriétaires de prévenir le rachat obligatoire de leurs terres, en procédant, soit à leur division entre différents membres de la famille, soit à des ventes fictives à des prête-noms. Elle a autorisé les propriétaires expropriés à emporter avec eux tout l'équipement agricole, le bétail, etc.

Les paysans pauvres répondent spontanément par les occupations de domaines malgré la résistance armée des propriétaires enhardis par le soutien déguisé qu'ils rencontrent auprès de l'UP.

Dans les villes, l'UP n'entend pas plus rompre avec la logique capitaliste. Ainsi, dans toutes les entreprises nationalisées, le gouvernement instaure un système de participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Les cadences sont augmentées afin d'accroître la production. Un accord CUT-gouvernement a été conclu dès le 7 décembre

1970. Il est suivi le 28 juin 1971 par la création, au sein du ministère de l'Économie, du Comité exécutif de participation (CUT-gouvernement), chargé en particulier de la mise en place des « comités de production » dans le secteur nationalisé de l'industrie.

Les dirigeants syndicaux s'acharnent à appliquer la politique bourgeoise de l'UP auprès des travailleurs. Ce sont les propagandistes les plus ardents de la campagne pour la « production », au nom de laquelle toute grève est accusée d'être l'expression de travailleurs « *sans morale révolutionnaire* » ; ce sont eux qui mettent des obstacles à la volonté des travailleurs de voir étendre l'APS (Area de propiedad social : le secteur de la propriété sociale) et qui font tout pour préserver le cadre fixé par le gouvernement aux nationalisations (20 %). Mais ils ne parviennent pas à interdire l'intervention autonome des travailleurs. Le nombre des grèves ne diminue pas : 1 265 pendant le premier semestre 1971, 1 763 pendant le premier semestre 1972.

Cette initiative des masses va se traduire par un basculement d'une large partie de la petite bourgeoisie vers la classe ouvrière. Cette poussée s'exprime dans les élections municipales d'avril 1971 qui voient le score du PCCh et du PS passer de 28,1 % à 40,25 % tandis que le Parti radical enregistre un très net recul.

En juin 1971, se pose la question de la nationalisation des mines de cuivre aux mains des grandes compagnies impérialistes. Pour la première fois, l'UP, ne disposant pas d'une « loi utilisable », va devoir faire voter par le Parlement un nouveau texte, c'est à dire une modification de la Constitution. Comme cela était prévisible, le projet adopté finalement par le Congrès est sensiblement modifié par rapport à celui qui a été présenté par l'UP, sur deux questions importantes : celle des indemnités aux sociétés étrangères et celle de l'arbitrage des conflits avec les sociétés étrangères. L'UP, si respectueuse de l'État et de ses institutions quand il s'agit de protéger le capital, ne s'est même pas servie des possibilités que lui offrait la légalité bourgeoise et elle se refusa à organiser un référendum sur les points amendés par le Congrès et à dissoudre la Chambre dans la foulée. C'est donc la mobilisation des masses qui imposa le mot d'ordre de la rue : « *pas un sou aux Yankees* »

A la fin de l'année 1971, Fidel Castro, voyageant pendant trois semaines au Chili, vient apporter un soutien total à l'UP. Au compte de l'appareil stalinien mondial, Castro met son prestige, autrement influent que celui de son maître Brejnev, contre le mouvement des masses, en défense du maintien de l'ordre impérialiste en Amérique Latine et dans le monde.

Partout, son mot d'ordre est : produisez ! (J.P. Clerc, Les Quatre saisons de Fidel Castro, Seuil, 1996, p. 260)

Dans son dernier discours, Castro se livre à une véritable provocation envers les prolétaires, qui ne devraient s'en prendre qu'à leur faible niveau de conscience :

Qui apprendra plus et plus vite ? Qui prendra plus conscience et plus vite ? Les exploités ou les exploités ? (...) Et si vous désirez que nous soyons francs, nous croyons sincèrement que l'apprentissage des réactionnaires a été plus rapide que l'apprentissage des masses.

La bureaucratie cubaine, qui vit de manière privilégiée, ne veut pas de révolution prolétarienne au Chili, car sa victoire signifierait la mise en cause de la bureaucratie castriste par les travailleurs cubains et leur prise du pouvoir. Pour les mêmes raisons, Castro a expliqué qu'il ne fallait pas refaire la révolution cubaine au Nicaragua en 1979 et il soutient aujourd'hui de son prestige déclinant tous les barrages de la bourgeoisie en Amérique latine : Chavez au Venezuela, Lula au Brésil et Duhalde en Argentine.

Contre les grèves et les occupations de terres, la bourgeoisie locale se déchaîne, la bourgeoisie américaine finance la contre-révolution

Au moment où Castro soutient le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie et met en accusation les masses, les patrons chiliens organisent le sabotage de la production. Les conséquences d'une telle politique vont se faire sentir à partir de la fin de l'année 1971, sous la forme d'une crise très grave de ravitaillement des villes, d'une hausse vertigineuse des prix et du développement du marché noir. Tout ceci crée le terrain pour que la bourgeoisie commence à rassembler autour d'elle une partie de la petite bourgeoisie. Ce n'est pas un hasard si la première manifestation organisée le 1^{er} décembre 1971 par la bourgeoisie est celle des « *casseroles vides* » : 20 000 femmes des beaux quartiers descendent dans la rue avec leurs domestiques, encadrées et protégées par les groupes fascistes et les milices de Patrie et liberté.

De mars à octobre 1972, la bourgeoisie chilienne déploie une vaste offensive dans le but de faire refluer le prolétariat. En mars, une tentative de coup d'Etat est déjouée. Le général impliqué, Canales, est muté mais conserve son grade. C'est à cette période qu'Allende juge bon de faire entrer un militaire dans son cabinet avec le portefeuille des mines.

Encouragée par ces premiers succès et par la politique couarde de l'UP, la DC et le Parti national vont chercher alors à pousser leur avantage. En avril 1972, les partis de la bourgeoisie font descendre 200 000 personnes dans la rue pour « *défendre la liberté* ». Une semaine plus tard, le prolétariat riposte par une manifestation de 400 000 personnes. Le 12 mai, une manifestation de la bourgeoisie est autorisée tandis qu'une contre-manifestation appelée par les organisations ouvrières est interdite et violemment chargée par la police.

En arrière-plan, l'impérialisme est en mesure d'exercer une pression accrue. En effet, l'UP, en acceptant la négociation sur les indemnités et en ne décrétant pas le moratoire de la dette extérieure énorme héritée des gouvernements précédents, permet à l'impérialisme de peser sur l'économie chilienne, à travers notamment les négociations du

« Club de Paris ». En outre, le prix du cuivre chute sur le marché international. Or le cuivre représente 80 % des exportations du Chili. De plus, au début de l'année 1972, les Etats-Unis décident officiellement de supprimer toute aide au Chili tant que les compagnies minières nationalisées n'auront pas été « correctement » indemnisées.

Des centaines de milliers de têtes de bétail passent en fraude à l'étranger alors qu'on manque de viande. La pénurie de certains produits entraîne un formidable marché noir. Les banques stoppent le crédit, accentuent la hausse des prix, transfèrent des sommes énormes à l'étranger. L'Unité populaire n'a pas empêché les capitalistes de mettre leurs capitaux à l'abri, elle n'a pas voulu se donner les moyens de juguler le marché noir qui accentue lui-même la pénurie et étouffe le pouvoir d'achat de la population laborieuse. Pour cela, il aurait fallu s'appuyer résolument sur la mobilisation des masses.

Fin août et début septembre 1972, des manifestations ont lieu, animées par la DC, le Parti national et le groupe fasciste Patrie et liberté. Des troupes de choc paramilitaires apparaissent, des attentats ont lieu contre des usines ou des sièges de partis ouvriers. A la campagne, on note une recrudescence d'actes de violence des propriétaires fonciers contre les paysans.

C'est ensuite, en octobre, la « grève » des patrons transporteurs routiers qui paralyse le pays, suivie par celle des commerçants, des médecins, de toute une série d'associations professionnelles. Dans le même temps, le patronat multiplie les sabotages pour arrêter la production et rendre effectif le lock-out.

Dans ce contexte de difficultés économiques croissantes et de provocations incessantes, la population laborieuse se mobilise de plus en plus et cherche les moyens d'imposer sa volonté.

Le gouvernement décrète la « pause »

C'est précisément au moment où la mobilisation des masses se développe que la coalition PS-PCCh-PR-PSD-MAPU-API décide, en juin 1972, de reculer, expliquant que pour enrayer la crise, il faut marquer une pause pour consolider « *l'alliance avec les classes moyennes* ».

Le ministre PCCh de l'économie, Orlando Millas, s'est engagé dans la voie de la « dénationalisation », c'est-à-dire de la « restitution » au secteur privé d'industries nationalisées. Le gouvernement remanié prend des décrets restituant aux patrons les entreprises occupées par les travailleurs et demande aux carabiniers de les faire appliquer. A cela les travailleurs répondent par la grève, les occupations d'usines, et surtout par l'organisation et la centralisation de leur mouvement. Les occupations d'entreprises se multiplient avec pour objectif de les placer dans le secteur public (l'APS) afin d'éviter des licenciements ou leur fermeture. On compte dix fois plus de grévistes dans l'industrie privée en mai 1972 qu'en mai 1971.

La réforme agraire est décrétée achevée. Une grande partie des travailleurs des campagnes et des paysans sans terre est restée à l'écart.

La naissance des « cordons industriels »

Ce même mois de juin 1972, les délégués de dix-huit usines forment le premier « cordon industriel », Cerillos-Maipu, associant les travailleurs de ce faubourg industriel de Santiago aux paysans de la zone agricole voisine. Dans la plateforme de ce cordon, les travailleurs réclament l'expropriation de toutes les entreprises prévues dans le programme de l'Unité populaire et de tous les patrons qui boycottent l'économie...

Ces faits sont sans équivoques. Ils indiquent que les masses se dirigent vers l'approfondissement de leur mouvement d'auto-organisation contre la propriété privée, et que se profile le moment où l'UP ne sera plus en mesure de servir efficacement de rempart.

C'est à Concepción, en juillet 1972 que la classe ouvrière effectue un premier pas dans la voie de l'affirmation de son indépendance politique face à la bourgeoisie et au gouvernement. En mai, la bourgeoisie locale appelle à une manifestation. La CUT provinciale, le conseil paysan provincial, les organisations étudiantes et lycéennes décident de mettre en échec cette provocation en appelant la classe ouvrière et les masses à manifester le même jour. Un étudiant est tué par la police. Ceci va servir de point de départ à la préparation de l'*Assemblée populaire de Concepción*, qui se tient le 27 juillet 1972, et à laquelle se rallient cinq partis (le PS, le MIR, le PR, le MAPU, la Gauche chrétienne).

Dans le cadre de cette assemblée, ces partis mènent une politique de pression sur l'UP, qui ne peut qu'aboutir à la liquidation de « l'Assemblée populaire de Concepción ». Mais les appareils ne se méprennent néanmoins pas sur sa signification. Ils comprennent que la classe ouvrière tente de se doter d'organes de pouvoir, elle cherche à se regrouper comme classe pour affronter la bourgeoisie.

Face à la bourgeoisie, le début de la révolution prolétarienne

La force et les formes de la réaction de la classe ouvrière et des masses vont prendre la bourgeoisie -et les directions trahitres des partis ouvriers- par surprise. Les ouvriers s'emparent des usines et redémarrent la production. Ils assurent directement l'acheminement et la distribution du ravitaillement. Pour assumer toutes ces tâches, des cordons industriels surgissent dans les principales banlieues industrielles. La classe ouvrière prend conscience de sa force. Des assemblées générales élisent leurs délégués d'usines qui se coordonnent par quartier, constituent des « coordinations ouvrières locales ».

La caractéristique de l'« Octobre chilien », comme de toute révolution prolétarienne, c'est la mobilisation en masse de toute la classe ouvrière rassemblée en comités, en véritables soviets. Ouvriers et employés du PCCh, du PS, du MIR, syndiqués, non syndiqués, du secteur privé ou nationalisé, tous participent au « cordon », à ses actions.

Mieux, les travailleurs influencés par la démocratie chrétienne participent à l'action de ces comités.

Les cordons prennent la production en main dans les usines et organisent la lutte contre les attentats terroristes que le patronat provoque dans les zones industrielles. Prenant contact avec les délégués des juntas de voisins, des JAP, des centres de mères volontaires, les organes ouvriers assurent l'ensemble des activités nécessaires au maintien de la production, au ravitaillement et aux services de santé. Les commandements communaux centralisent les activités au niveau de plusieurs quartiers. Les « Cordons industriels » se généralisent et s'élargissent. Ils regroupent à la fois des syndicats d'usines et des délégués des assemblées générales et des Comités qui apparaissent dans la majorité des entreprises. Le mouvement gagne la campagne qui, grâce aux conseils communaux paysans, assure la réalisation du bon ravitaillement des villes, brisant net la grève des « circuits commerciaux ». Les étudiants viennent à la rescousse et élisent également leurs comités de vigilance.

En quelques jours, le tableau de la situation politique est bouleversé. A l'offensive de la réaction, à l'inertie du gouvernement de l'UP, a répondu avec force et détermination l'action indépendante de la classe ouvrière et de ses alliés naturels, les paysans pauvres, les travailleurs agricoles ; le prolétariat a édifié ses comités, véritables organes embryonnaires de double pouvoir.

La crise d'octobre marque la rupture entre la classe ouvrière et les sommets des partis ouvriers qui mettent tout en œuvre pour soutenir une bourgeoisie fragile dont le pouvoir chancelle. A travers ce foisonnement de comités, c'est à un niveau très élevé, le front unique ouvrier, le rassemblement des exploités en lutte, qui s'organisent contre l'Etat bourgeois, protégé par le gouvernement de l'UP-front populaire. La crise révolutionnaire est devenue révolution.

L'UP accentue sa politique de collaboration de classe

En riposte, le 30 octobre 1972, Allende annonce la constitution d'un gouvernement civil-militaire. Ce cabinet mis en place le 3 novembre comprend à la fois les leaders de la CUT et des militaires de haut rang. Carlos Prats, général en chef de l'armée, devient ministre de l'Intérieur et vice-président tandis que l'amiral Huerta et le général Sepulveda sont nommés respectivement aux travaux publics et aux mines. Le président et le secrétaire de la CUT se voient confier l'agriculture et l'éducation. L'intégration des généraux dans le gouvernement Allende en novembre 1972 est comprise par un grand nombre de travailleurs comme la soumission de l'UP à la bourgeoisie.

Quelques jours auparavant, le 21 octobre 1972, le Parlement a adopté la « loi de contrôle des armements » qui va servir de cadre, quelques mois plus tard, à la préparation

Programme d'action de classe immédiate



Nous travailleurs des cordons industriels, avançons comme programme d'action de classe immédiate :

- 1) La lutte pour le passage aux mains des travailleurs du secteur socialisé de toutes les entreprises qui produisent des biens de première nécessité, du secteur alimentaire et des usines de matériaux de construction.
- 2) La lutte pour l'expropriation immédiate des grandes entreprises privées de la distribution.
- 3) L'expropriation des exploitations de plus de 40 hectares (irrigués) ; confiscation de la terre et nationalisation de l'exploitation.
- 4) Constituer un contrôle ouvrier de la production et un contrôle populaire de la distribution. Les travailleurs décideront de ce qu'on produira pour le peuple, de l'utilisation des profits, et des lieux où l'on entreposera les aliments. Pour cela, nous appelons à la constitution immédiate de comités de vigilance ouvrière dans toutes les entreprises du secteur privé.
- 5) La lutte pour implanter une direction ouvrière dans toutes les entreprises du secteur socialisé.
- 6) Qu'on ne rende aucune entreprise, ni celles du secteur de la construction, ni les autres entreprises qui sont aux mains des travailleurs. Retrait immédiat du projet Mil-las.
- 7) Formation d'une commission bipartite : gouvernement-travailleurs (Office national de la distribution, coordinateur provincial des commandos communaux, et coordinateur provincial des cordons industriels) qui s'occupe de la planification et du contrôle du ravitaillement.
- 8) Pouvoir de sanction des JAP et des commandos communaux. Contrôle de ce qui est fourni aux commerçants, et châtiments pour ceux qui ne vendent pas, accaparent et spéculent. Fermeture de leurs commerces et vente directe aux pobladores.
- 9) Les ouvriers des cordons industriels se mobiliseront pour rendre ce pouvoir effectif.
- 10) Emploi stable et garanti pour les travailleurs de la construction. Nous exigeons que le gouvernement accorde au ministère du Travail et de la Construction un budget suffisant, pour empêcher qu'en trois ou quatre mois, 40 à 50 000 travailleurs de ces ministères ne soient au chômage.
- 11) Création d'une entreprise nationale de la construction, qui conduise à un système unique de planification des acquisitions, d'approvisionnement et de garde des machines, sous la direction ouvrière et avec la participation des « pobladores ». Établissement d'unités de production autonomes par spécialité ou type (département d'exécution directe).

12) Défense des moyens de communication, qui appuient la lutte révolutionnaire des organismes de pouvoir des ouvriers, « pobladores » et paysans. Nous appelons à défendre activement le canal de la télévision, face aux manœuvres de la bourgeoisie pour l'enlever des mains des travailleurs, et nous lançons un appel aux journalistes de gauche pour qu'ils agissent réellement aux côtés de la classe ouvrière.



Nous appelons tous les travailleurs à constituer les commandos industriels par cordones et les commandos communaux, unique moyen pour la classe ouvrière de disposer d'un organisme d'action, efficace, capable de la mobiliser et de lui proposer de nouvelles tâches.

Nous appelons tous les travailleurs et les pobladores des cordons industriels, les commandos communaux et le Front de la construction à discuter cette plate-forme de lutte lors d'un meeting de masse au théâtre Caupolicán, le mercredi 28. Nous invitons à ce meeting les directions politiques des partis de l'UP, du MIR et de la CUT.

Nous croyons qu'avec la mobilisation et une réelle et effective participation de la classe ouvrière aux tâches du gouvernement, nous arriverons à briser le pouvoir bourgeois et en terminerons avec le bureaucratisme, l'inefficacité, et l'administration réformiste de quelques uns.

Nous croyons que contrôler les moyens de production et la distribution, c'est consolider le processus, c'est créer une nouvelle économie aux mains de la classe ouvrière, c'est aller de l'avant. C'est pour cela que nous nous opposons à tout type de concession à la bourgeoisie.

Nous comprenons l'immense responsabilité qui nous incombe comme travailleurs, mais nous exigeons que nos propositions soient écoutées et acceptées ; nous exigeons que l'on nous ouvre les portes pour participer directement à la recherche des solutions aux problèmes du processus.

Tout cela signifie que les travailleurs doivent participer avec le gouvernement aux définitions nécessaires du processus de construction du socialisme.

Nous autres, les cordons industriels, développerons notre organisation et notre action comme travailleurs ; la coordination nationale de la construction et les « comandos comunales », agiront ensemble et dans la critique et l'autocritique nécessaire entre ces organisations du peuple et du gouvernement, dans la seule perspective d'atteindre notre but : le socialisme au Chili, et la défaite de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Cordons industriels de Santiago, Commandos communaux, Coordination nationale de la Construction

presque au grand jour du coup d'Etat. Comme le cabinet civilo-militaire, cette loi travaille au renforcement de l'Etat bourgeois, de ses organes de répression contre les masses.

En prenant appui sur les multiples concessions de l'Unité populaire à son égard, la bourgeoisie et la hiérarchie militaire préparent, dès cet instant, une offensive brutale visant le renversement du gouvernement de l'Unité populaire et l'écrasement des masses. Néanmoins, en cette fin 1972, rien n'est encore joué.

L'offensive de l'UP contre les juntas d'approvisionnements et les comités d'usine

La crise d'octobre 1972 a marqué une avancée indiscutable dans la mobilisation révolutionnaire du prolétariat. L'extraordinaire résistance des masses à l'offensive de la bourgeoisie, l'échec qu'elles font subir à la « grève des patrons », les pas importants qu'elles opèrent dans la voie de leur propre organisation, les coups qu'elles portent à la propriété privée sur le plan des occupations et expropriations d'usines et l'organisation des approvisionnements constituent autant d'expressions de ce fait.

A l'origine des comités d'approvisionnement –JAP : juntas de abastastecimientos y precios– se trouve une mesure de juillet 1971 du ministre précédent de l'économie, Vuskovic, prise pour répondre à la colère grandissante des masses contre la spéculation et le stockage opérés par la bourgeoisie. Leur tâche initiale est la surveillance des commerçants. Mais les comités se remplissent aussitôt d'un contenu révolutionnaire et prennent le caractère d'organismes indépendants de l'UP et qui combattent pour le rester.

Avec l'offensive contre-révolutionnaire d'octobre 1972, les JAP vont se charger d'un contenu de classe nettement plus marqué et jouer un rôle important pour briser la « grève des patrons ». Afin que la vie ne soit pas asphyxiée dans les quartiers ouvriers, les JAP établissent des rapports directs avec les comités d'usines et organisent des plans de production et de répartition des biens de première nécessité. Une fois la « grève des patrons » battue, les JAP refusent de revenir à un simple rôle de contrôle des prix.

Alors que le Parlement repousse un projet de loi sur les « délits économiques », les masses se chargent de faire la loi elles-mêmes : elles établissent le contrôle le plus rigoureux sur la distribution dans les quartiers populaires. Les locaux de commerçants accusés de spéculation sont mis sous séquestre. Les affrontements avec la police chargée de défendre la propriété privée et la liberté du commerce sont constants.

Décembre 1972 voit donc s'ouvrir une double offensive contre les comités d'approvisionnement et de contrôle des prix (JAP), et les comités d'usines. L'attaque est personnifiée par un militaire, le général Bachelet, qui devient au gouvernement le secré-

taire à l'Approvisionnement, et par Orlando Millas, du PCCh, auteur du projet de loi sur la « dénationalisation » et l'arrêt des expropriations « sauvages ». Ce projet connu sous le nom de « programme Millas », préparait la remise aux mains des patrons de la majorité des usines occupées, ainsi que la réouverture des négociations pour l'indemnisation des gros actionnaires des entreprises nationalisables, la réintégration d'un nombre important de cadres chassés par les travailleurs pour leur participation à des actions de boycott économique, l'éviction de ministres coupables d'avoir cédé aux pressions des masses et leur remplacement par des militaires capables de « rassurer » la bourgeoisie.

La réaction est immédiate. Face aux tentatives du gouvernement pour les faire reculer, s'affirme la même volonté acharnée des travailleurs de défendre les positions qu'ils ont arrachées. Ainsi les 25 et 26 janvier 1973, les ouvriers du cordon Maipu « occupent » le quartier, dressant des barricades symboliques. Cette mobilisation est suivie d'une réunion de tous les cordons de Santiago, réunion qui adopte un « *programme d'action immédiate* ».

« Pouvoir populaire » avec l'UP ou révolution contre la bourgeoisie ?

Ce que recherchent des milliers de travailleurs, c'est la voie du gouvernement ouvrier, « *armant la classe ouvrière et désarmant la bourgeoisie* », la voie de la rupture de leurs dirigeants avec la bourgeoisie, la voie de la destruction de l'Unité populaire. L'absence d'un parti révolutionnaire porteur de ce programme conforme aux intérêts des travailleurs laisse le champ libre aux directions de la gauche du PS et du MIR qui canalisent, au moyen du mot d'ordre de « *pouvoir populaire* », cette profonde aspiration des masses à en finir avec l'Etat bourgeois.

Ce mot d'ordre se situe totalement dans la ligne du front populaire. En effet, il désigne tout à la fois les cordons et le gouvernement Allende, dans des conditions où la composition de celui-ci et sa nature – c'est-à-dire l'alliance avec la bourgeoisie et son rôle de protecteur de l'Etat bourgeois – sont escamotés.

Mais les forces de classe sont plus fortes que les combinaisons des appareils et la préparation des élections législatives de mars 1973 va clairement le montrer.

Les élections de mars 1973

La préparation de ces élections est l'occasion d'un affrontement classe contre classe extrêmement brutal. La campagne électorale se déroule dans une atmosphère de semi-guerre civile, avec attentats, assassinats de militants ouvriers par dizaines. Le résultat en est une poussée derrière le PCCh et le PS, pour lequel le MIR appelle à



voter, et l'écrasement du Parti radical. Allende est contraint de constituer un gouvernement de civils.

La bourgeoisie ne s'y trompe pas. Elle sait que cette victoire électorale va renforcer l'initiative politique des travailleurs, rendant plus fragile le barrage de l'UP.

C'est en mars que Pinochet passe, avec un certain nombre de généraux, l'accord de préparation du putsch.

La réponse des masses au « tancazo »

Le 29 juin 1973 au matin, les troupes du 2^e Régiment blindé du général Souper commencent à se concentrer face au palais de la Moneda (présidence de la République). A midi, les officiers dirigeant les mutins lancent un ultimatum au gouvernement pour qu'il démissionne. Mais ce putsch échoue.

Cet échec résulte de l'extraordinaire mobilisation des masses qui, dès l'annonce du coup d'État, occupent les usines, érigent des barricades, s'arment avec tout ce qui est à leur disposition, forment des brigades d'autodéfense territoriales et font converger des colonnes d'ouvriers vers le centre de Santiago. A pesé aussi l'opposition courageuse et déterminée de milliers de soldats et de marins qui refusent de suivre les ordres des généraux putschistes. Le PS, le PCCh, la direction de la CUT, et aussi le MIR les abandonnent à la hiérarchie.

L'UP s'appuie une fois de plus sur l'appareil d'État bourgeois pour « réprimer » la sédition... C'est le général Prats, chef de l'état-major, secondé par Pinochet, qui négocie la reddition du général Souper, tandis que les centaines de milliers de travailleurs et jeunes, accourus sur les lieux pour réclamer des armes sont soigneusement tenus à distance. Le soir même de cette tentative de coup d'État, 700 000 travailleurs et jeunes, dans une ville qui compte à peine plus de 2 millions d'habitants, se rassemblent face au palais présidentiel de la Moneda, exigeant que l'on passe définitivement à l'offensive contre la bourgeoisie.

La riposte des masses au coup d'État avorté a comporté, en particulier, l'occupation de milliers d'usines (35 000 selon la CUT) par les travailleurs, occupation qui s'est poursuivie dans la majeure partie des cas au-delà des jours qui ont immédiatement suivi et s'est en fait transformée en prise de possession des entreprises par les travailleurs, malgré la demande d'Allende (le 8 juillet) et de la CUT (le 10 juillet) de rendre les usines. Les patrons en ont été chassés et n'y rentreront que derrière l'armée au lendemain du coup d'Etat du 11 septembre. Des manifestations immenses, fortes d'un million et de 800 000 personnes se sont déroulées ; des centaines de milliers de manifestants

provenant de la petite bourgeoisie ont défilé au côté du prolétariat des usines et de la jeunesse ouvrière et étudiante.

L'armée désarme les travailleurs avec la bénédiction de l'UP

Imperturbable, Allende déclare :

Nous avons fait confiance, nous faisons et nous continuerons à faire confiance aux forces armées. Le programme de l'Unité populaire établit qu'il n'y aura pas d'autres forces armées, et je l'ai répété à satiété, que celles prévues par la Constitution et les lois. (Siglo XX, 8 juillet 1973)



Le coup d'État avorté du 29 juin a constitué une manœuvre militaire dans tous les sens du terme. Il a permis aux auteurs du coup d'État du 11 septembre d'identifier les régiments fiables, et surtout de mesurer exactement l'ampleur de la résistance qu'ils devaient s'attendre à rencontrer de la part de la classe ouvrière, le peu d'appui qu'ils devaient escompter de la part de la petite bourgeoisie, donc l'ampleur de la saignée qu'il leur faudrait opérer dans les rangs ouvriers pour atteindre leur but. L'absence de tout parti révolutionnaire et la politique du gouvernement de l'Unité populaire leur ont permis de mener une telle reconnaissance du terrain sans courir de risques démesurés.

Les masses et la classe ouvrière savent quelle confiance elles peuvent faire à l'armée. Elles en font l'expérience dans leur chair et dans leur sang dès le début de juillet.

En effet, dès ce moment, les gouverneurs militaires, dotés par la Constitution de pouvoirs importants, et munis depuis octobre 1972 de la loi de contrôle des armes vont appliquer celle-ci méthodiquement. A Punta Arenas, à Puerto Monto, à Concepción, à Valparaiso, puis au début de septembre à Santiago, l'armée engage de véritables manœuvres de guerre civile. Elle investit des entreprises.

Le 26 juillet, commence une nouvelle et longue « grève » des patrons transporteurs routiers directement organisée et financée par la CIA. Ce blocus fait mal, dans un pays où la quasi totalité du trafic marchandises se fait par camions. Mais l'Unité populaire repousse de façon répétée – au nom de la « liberté du travail » - la proposition de former des brigades ouvrières pour aller casser la grève des patrons et saisir les camions.

Le même 26 juillet, l'attaché naval du gouvernement d'Allende est assassiné. Allende et les dirigeants du PCCh vont rappeler l'état-major au gouvernement.

Les appareils contre la classe ouvrière : le second gouvernement militaire

L'UP qui a repris la négociation avec la DC, forme le 9 août 1973 un nouveau gouvernement militaire, véritable cabinet de guerre civile contre la classe ouvrière. Par ailleurs, le 7 août, 300 soldats et sous-officiers de la marine, qui ont organisé la résistance lors du coup d'État du 29 juin, sont arrêtés, torturés et jetés à la mer à Valparaiso par les officiers. L'unité de l'armée, qui avait pu être ébranlée au feu de la mobilisation des masses, le 29 juin, se reconstitue rapidement à l'ombre de l'Unité populaire.

Le 23 août, la chambre des députés déclare le gouvernement *illégal* et invite l'armée à choisir. Le 24, le général Prats démissionne. Allende nomme alors le général Pinochet. La bourgeoisie, ses partis exultent.

A partir du 29 août, les deux classes sont clairement dressées l'une contre l'autre. D'un côté, l'impérialisme, la bourgeoisie et l'armée sont convaincus qu'il faut en finir dans les plus brefs délais avec une classe ouvrière qui vient de démontrer si massivement sa volonté d'abattre la propriété privée et de démanteler l'Etat bourgeois. L'ampleur du mouvement révolutionnaire des masses appelle dorénavant l'armée en première ligne de l'offensive et l'UP a intronisé Pinochet.

La classe ouvrière, quant à elle, a fait un pas énorme du point de vue de son organisation et de sa conscience politique. Rien ne l'exprime plus clairement que les propos tenus par un militant du PCCh du cordon O'Higgins, interviewé après le *tancazo* :

Pour moi, l'armée est là pour défendre les intérêts de la bourgeoisie, et personne ne me convaincra du contraire, ni le camarade Allende, ni le parti auquel j'appartiens. Voilà ce que je pense. Nous les ouvriers, nous devons nous préparer.

Pour la classe ouvrière « se préparer » signifie s'armer, se centraliser pour faire échec aux opérations de guerre civile engagées dès juillet par la bourgeoisie et l'armée. Ces mots d'ordre sont développés et discutés passionnément dans les cordons qui, au cours de cette période, se dotent d'un journal : *Tarea Urgente*. Celui-ci va aller le plus loin possible dans la formulation des mots d'ordre de rupture avec la bourgeoisie.

La bourgeoisie porte l'estocade

« *Unis, l'armée et le peuple ne seront jamais vaincus* » scandait le service d'ordre du PCCh dans les manifestations tout au long de 1973. Le principal dirigeant de la centrale unique des travailleurs, membre de la direction du PCCh chilien, déclarait peu après le *tancazo* :

Les forces armées sont en fait toujours très proches des travailleurs, et je dirais qu'elles ont une grande estime pour les travailleurs et apprécient notre fonction

peut-être mieux que ne le fait aucun autre secteur, parce que leur fonction propre qui consiste à défendre et à protéger le pays est inséparable de ce que les travailleurs font dans l'économie...

Le 11 septembre 1973, c'est le coup d'État. Valparaiso est occupé militairement par la marine. Allende lance un appel radiodiffusé à la résistance. Il rejette l'ultimatum des chefs des trois armes et des carabinieri. L'aviation attaque le palais de la Moneda à la roquette. Allende sera retrouvé mort dans les décombres. Dans les jours qui suivent, la répression est à la hauteur de la peur qu'a eue la bourgeoisie.

Que Blum ait été jeté en prison par Pétain ou qu'Allende soit tombé sous les balles des troupes de Pinochet ne les blanchit pas de leur responsabilité dans les défaites de la révolution et dans les conséquences dramatiques qu'elles eurent pour la classe ouvrière et ses militants. Le coup d'État du 11 septembre fut le couronnement de ce développement politique, préparé par la ligne suivie par les dirigeants de l'Unité populaire, voulue par eux, mise en œuvre, rythmée par tous leurs actes politiques soigneusement calculés. En leur refusant les armes, PS et PCCh ont livré les ouvriers, les paysans, les étudiants aux massacrés qu'ils ont couvés dans leur gouvernement de front populaire.

Une fois de plus, le pronostic du programme de fondation de la 4^e Internationale s'est trouvé vérifié :

Les « fronts populaires », d'une part, le fascisme, de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GB, p. 7)

Qui porte la responsabilité de la défaite ?

La défaite subie le 11 septembre 1973 n'avait rien d'inéluctable. Elle n'était inscrite ni dans les immenses capacités de combat, ni dans les aspirations, ni dans les objectifs de la classe ouvrière et de la jeunesse chiliennes, qui ont cherché, tout au long de ces quatre années à se frayer la voie vers l'expropriation des capitalistes, vers la destruction de l'État bourgeois, vers la révolution prolétarienne, seule capable de libérer le pays du joug de l'exploitation «étrangère» et de son retard séculaire.

Ni la classe ouvrière ni la jeunesse chiliennes n'ont la moindre responsabilité dans la tragédie du 11 septembre. Seuls sont responsables les dirigeants du PCCh et du PS chiliens, avec la traîtresse politique de collaboration de classe qu'ils ont imposée au prolétariat, en contradiction, non seulement avec ses aspirations et les exigences de la lutte pour la libération nationale et sociale, mais aussi avec les formes précises, concrètes, qu'a prise sa volonté révolutionnaire, telle qu'elle s'est exprimée dans la construction des « cordons ».

La politique de l'Unité populaire a été une politique dirigée contre la classe ouvrière chilienne, contre ses organismes autonomes. L'UP a nourri de bout en bout la contre-révolution et, dans les dernières semaines, lui a ouvert directement la voie. La leçon doit

être assimilée par le prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de ménagements ni d'équivoques dans les conclusions politiques : l'UP a frayé la voie au coup d'État réactionnaire, à la dictature militaire. Telle est l'essence de son bilan.

Pourquoi les communistes internationalistes n'étaient pas au rendez-vous de l'histoire

Pour la masse des travailleurs, les discussions sur telle ou telle formule utilisée dans une réunion d'une petite organisation révolutionnaire apparaissent comme couper des cheveux en quatre. Mais l'absence d'un parti révolutionnaire en 1970-1973, dans un pays où était né un parti révolutionnaire sous l'impulsion de la Révolution d'Octobre 1917, un Parti communiste dont une fraction significative avait résisté au stalinisme, doit être expliquée. Elle ne peut l'être que par la destruction de la 4^e Internationale par sa propre direction en 1951-1953.

L'Opposition de gauche de l'Internationale communiste avait combattu la marche à la trahison de la 3^e Internationale, accaparée par la bureaucratie privilégiée russe incarnée par Staline et qui a abouti à des défaites historiques en Chine, en Allemagne et en Espagne. En 1923, les hésitations de Zinoviev et Staline paralysent le Parti communiste allemand, qui laisse passer l'occasion : la bourgeoisie reprend l'avantage et le prolétariat est découragé.

En 1926, Boukharine et Staline maintiennent la subordination du Parti communiste chinois au nationalisme bourgeois : le Guomindang écrase la révolution de Shanghai. L'IC fait un virage brutal à gauche, aussi catastrophique : le KPD, en désignant le SPD comme fasciste et en refusant le front unique ouvrier, fraie la voie à Hitler. Puis, à partir de 1933, elle tourne à droite : l'IC reprend ouvertement le programme du menchevisme et de la social-démocratie : dans le monde entier, elle tend la main à la bourgeoisie libérale. Telle est l'origine de la ligne du Parti communiste chilien de 1970 à 1973, qui est toujours la sienne.

Trotsky et une poignée de cadres communistes ont alors combattu pour qu'une nouvelle internationale reprenne le flambeau de la révolution mondiale. Le programme tirait les leçons des trahisons des sociaux-démocrates et des staliniens :

La politique conciliatrice des fronts populaires voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. (L. Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GB, p. 7)

Mais la 4^e Internationale ne rencontra pas le succès qu'ambitionnait son fondateur, assassiné en 1940 par un agent de Staline. A la fin des années 1940, quand la situation se stabilisa dans les centres impérialistes, le secrétariat international de la 4^e Interna-

tionale se mit à chercher des raccourcis à la révolution prolétarienne et des substituts à la construction du parti mondial de la révolution socialiste, du côté du stalinisme (de Tito, puis de la bureaucratie du Kremlin et de Mao) et, à défaut, des nationalistes petits-bourgeois et même bourgeois. En ce qui concerne l'Amérique latine, Pablo et Mandel ressuscitèrent, pour camoufler leur révision du programme et leur capitulation devant la bourgeoisie, le mot d'ordre dépassé du « front unique anti-impérialiste » :

Ce qui nous distingue du passé, ce qui fait la qualité de notre mouvement actuel et qui constitue le gage le plus sûr de nos victoires futures, c'est notre capacité croissante de comprendre, d'apprécier le mouvement des masses tel qu'il existe... et de chercher à trouver notre place dans ce mouvement... C'est le cas par exemple en Amérique latine où le mouvement des masses anti-impérialiste et anticapitaliste prend souvent des formes confuses, sous une direction petite-bourgeoise, comme au Pérou avec l'APRA, comme en Bolivie avec le MNR, ou même bourgeoise comme au Brésil avec Vargas, comme en Argentine avec Perón. (M. Pablo, Rapport au 3^e congrès, août 1951, Les Congrès de la 4^e Internationale t. 4, La Brèche, 1989, p. 199)

Toutes les sections de la 4^e Internationale adoptèrent cette ligne, dont le groupe argentin de N. Moreno. L'adoption de la ligne stalinienne et social-démocrate d'alliance avec des secteurs « progressistes » de la bourgeoisie, voire à des illusions dans les forces armées et la police. Contre la stratégie de la révolution permanente, elle débouche sur la séparation d'une étape démocratique et d'une étape socialiste de la révolution nettement séparées. Elle mena la révolution bolivienne de 1952 à la catastrophe, alors que la section bolivienne de 4^e Internationale, le POR dirigée par G. Lora, était en mesure de disputer les masses au MNR bourgeois et de conduire le prolétariat bolivien à la victoire.

Bien que certaines sections aient résisté à l'orientation opportuniste et liquidatrice de la direction de la 4^e Internationale (le PCI de France et le MAS de Suisse dès 1951, les sections des États-Unis, de Chine et de Grande-Bretagne en 1953) et constitué ensemble le Comité international de la 4^e Internationale, celui-ci se révéla incapable de tirer les leçons de la Bolivie et de mener une lutte efficace contre les usurpateurs et révisionnistes pablistes, de mettre sur pied un centre international.

Les sections qui avaient défendu le programme succombèrent à leur tour au ralliement à des forces sociales étrangères au prolétariat et attachées au maintien de l'ordre mondial : la bureaucratie au pouvoir à La Havane, les Bonaparte du Proche-Orient, les partis sociaux-démocrates et les appareils syndicaux anticommunistes...

La liquidation en 1965 de la section chilienne de la 4^e Internationale dans le MIR

Par conséquent, les organisations latino-américaines qui adhèrent au CIQI en 1956 charrient avec elles les mêmes déviations que le SI pabliste : ainsi, Moreno range son organisation sous l'autorité de Perón. D'ailleurs, quand le SWP américain capitule devant le castrisme et rejoint les pablistes en 1963, le prétendu « secrétariat latino-américain du trotskysme orthodoxe » rejoint en 1965 le nouveau Secrétariat unifié pabliste (représenté aujourd'hui en France par la LCR qui vote Chirac). Le groupe argentin Palabra obrera de Nahuel Moreno rejoint le PRT castriste. La même année, Henrique Valenzuela et Luis Vitale dissolvent le POR chilien dans le « Mouvement de la gauche révolutionnaire » (MIR). Ainsi, l'organisation trotskyste chilienne est liquidée et l'avant-garde est laissée aux mains des castristes.

La position à adopter face à la révolution cubaine était essentielle... Le POR prit alors l'initiative d'affirmer la nécessité d'unifier les forces révolutionnaires qui s'étaient libérées sous l'influence de la révolution cubaine... C'est pour cela que le MIR a surgi avec force dès ses débuts... (L. Vitale, « Contribution à l'histoire du mouvement révolutionnaire chilien », *Dissidences* n° 4-15, octobre 2003, p. 36-37)

Or, le MIR porte aussi une lourde responsabilité dans la défaite en 1973 du prolétariat chilien qui a payé de milliers et de milliers de vies l'ignominie réactionnaire du front populaire.

Le MIR, un parti petit-bourgeois castriste

Fondé en 1965 par le regroupement d'éléments en rupture avec le parti stalinien lié au Kremlin et la social-démocratie, auxquels vinrent se joindre les pseudo-trotskystes pablistes et aussi des maoïstes, le MIR a connu un développement réel, notamment à l'Université, dans les zones rurales les plus arriérées (*mapuches*), comme dans les bidonvilles où étaient rejetées les couches les plus pauvres du prolétariat, et aussi les déclassés qui forment le lumpen prolétariat.

Castriste, le MIR dont l'activité était centrée dans les secteurs marginaux du prolétariat, s'orienta rapidement vers des actions de guérilla, menées avec résolution et courage : expropriation, prises d'otages, résistance armée aux latifundiaires et occupations de terre, etc. Sa ligne inspirée des « théories » foquistes et guérilléristes lui interdit de prendre part à la maturation politique de la lutte de classe du prolétariat.

Face à la coalition de collaboration de classes, le MIR se réfugie d'abord dans l'abstention électorale, justifiée par le slogan : « *le socialisme ne sortira pas des élections* », comme si cela avait jamais empêché le Parti bolchevik d'avoir ses candidats. Du sectarisme apparent,

il a tôt fait de passer à la manifestation de son opportunisme sous-jacent : il fait volte-face quand l'UP arrive au pouvoir et s'adapte à « *la voie pacifique au socialisme* », conformément aux souhaits de la bureaucratie cubaine :

Nous soutenons que la victoire électorale de la gauche représente pour le peuple un pas immense sur le chemin de la conquête du pouvoir, qu'elle favorise objectivement le développement d'une voie révolutionnaire au Chili. Comme nous l'avons dit en mai et en août, nous avons développé notre appareil militaire naissant, et nous l'avons mis au service d'une éventuelle victoire électorale de la gauche. C'est ce que nous avons fait en 1970, le 4 septembre, et c'est ce que nous faisons actuellement... Nous soutenons que la majorité électorale de la gauche et un gouvernement d'unité populaire sont un excellent point de départ en vue de la lutte directe pour la conquête du pouvoir par les travailleurs. (MIR, Communiqué, octobre 1970)

Le MIR en flanc gauche du front populaire

En France, la LCR, partisane alors de pousser à gauche son propre front populaire (« Union de la gauche »), soutient totalement le MIR. Avant comme après l'élection d'Allende, le parti castriste est incapable de combattre le front populaire, car il est de fait l'aile gauche du mouvement stalinien, dont l'aile droite est le PCCh. Le MIR ne cesse de donner des gages à l'Unité populaire : le GAP, « Groupe de protection armé », assurant la défense personnelle d'Allende, sera composé pour l'essentiel par les militants du MIR pendant plus de deux ans.

Mais les dirigeants bourgeois ne sont gère reconnaissants à leurs complices réformistes, ni les réformistes eux-mêmes à leurs flancs-gardes centristes. En décembre 1970, des membres du PCCh ouvrent le feu sur des colleurs d'affiches du MIR, assassinant un militant et en blessant grièvement plusieurs autres. Miquel Enriquez, le principal dirigeant du MIR, n'en tient pas rigueur au parti stalinien :

La politique qui doit prévaloir sur tous les plans et sur tous les fronts, est celle qui correspond à la nécessité de regrouper les forces et de frapper l'ennemi principal. Pour cette raison, l'union de toutes les forces destinées à affronter l'ennemi était et reste fondamentale ; elle relègue au second plan les divergences qui séparent les différentes forces de gauche.

A cause de l'hostilité de la bureaucratie privilégiée de La Havane à toute révolution prolétarienne en Amérique latine, le MIR développe une orientation capitularde face au gouvernement de front populaire, qu'il conseille ou qu'il tance, sans jamais tracer une voie prolétarienne indépendante, celle du gouvernement ouvrier et paysan. Sur la question

décisive de l'Etat bourgeois et de ses institutions, le MIR apporte sa contribution au corsetage des masses, en répétant exactement le discours du PCCh :

Les Forces armées ont un rôle véritablement patriotique et démocratique à jouer auprès du peuple appuyant les travailleurs dans leur lutte contre l'exploitation par la bourgeoisie [...] un rôle de protection des travailleurs et de la sécurité du pays.
(Punto Final, organe du MIR, novembre 1972)

On peut donner une idée du « rôle » des Forces armées chiliennes, en citant quelques uns de leurs *apports* à la « *protection des travailleurs* » : après le séisme de Valparaiso en 1906, la marine massacra 8 000 dockers ; à Iquique, une manifestation de grévistes fuyant les soldats fut mitraillée, 2 000 morts ; en 1957, l'armée intervint à Santiago et enterra les victimes dans des charniers clandestins pour que personne n'en sache le nombre ; au cours d'une grève à la mine de El Salvador, sous la présidence de Frei, l'armée assassina plusieurs manifestants, dont des enfants et une femme enceinte. Le commandant de la place s'appelait Pinochet.

De larges secteurs du prolétariat et de la jeunesse tiraient des leçons de la politique de l'UP et étaient disponibles pour édifier un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour centraliser les comités ouvriers, pour dresser le pouvoir des masses contre l'Etat bourgeois, pour s'armer et pour abattre cet État ; le MIR pro-castriste s'est montré incapable d'aider à la réalisation de ces tâches. Il s'est même prononcé contre la Coordination des Cordons industriels, en protection de la bureaucratie de la CUT alliée du front populaire. Avant a présidence d'Allende, les castristes prenaient les armes à la place des travailleurs. Pendant le mandat d'Allende, ils se révèlent sans aucune perspective d'armement des travailleurs, seul moyen d'écraser la réaction, alors que ceux-ci y sont prêts. Telle est la différence entre bolchevisme et le centrisme le plus courageux.

Les partis réformistes préparent de nouvelles défaites

Parce que stalinisme et social-démocratie sont les ennemis de la révolution prolétarienne, les vieux partis de la classe ouvrière chilienne n'ont pu tirer aucune leçon de 1970-1973. Tous les crétins parlementaires, Parti « socialiste » comme Parti « communiste » chilien, protègent plus que jamais l'Etat bourgeois qu'ils présentent comme neutre, au-dessus des classes. Tous deux font croire aux travailleurs que la justice bourgeoise pourrait s'en prendre réellement à Pinochet, parti en retraite avec 16 millions de dollars, et lui faire expier ses crimes...

Aujourd'hui, la direction de la CUT contrôlée par le PCCh empêche la grève générale par des « journées d'action ». Le PCCh de Gladys Marin, sans rien renier de l'UP, va encore plus dans l'opportunisme en affirmant que la voie de l'avenir est tracée par le Forum social

mondial du PT du Brésil et d'ATTAC de France. Pas plus aujourd'hui qu'hier, il n'est question pour le parti stalinien de dissoudre l'armée et la police bourgeoises :

Le terrorisme d'État d'hier, de Pinochet, s'est transformé en terrorisme du système capitaliste néolibéral. Nous participons à la direction d'un grand mouvement social dans les rues. C'est le grand tournant politique que le Parti Communiste a fait et que nous avons présenté dans les réunions internationales, dans la rencontre de Montevideo et dans le Forum de Porto Alegre... Nous appelons à une Assemblée constituante et à une nouvelle constitution, et à l'élaboration d'une démocratie participative et d'une nouvelle doctrine pour les forces armées... (PCCh, Conférence de presse, 7 mars 2002)

Quant au PS, il a noué sans vergogne un front populaire avec la DC, qui avait approuvé le coup d'Etat, appelé « Concertation démocratique ». A ce titre, il participe depuis 2000 au gouvernement bourgeois, qui privatise les entreprises publiques, protège les généraux assassins et paye grassement leurs successeurs et élèves. Suivant les conseils du Vatican, le président chilien Ricardo Lagos, qui est membre du PS, organise la « réconciliation » entre la « société » et l'armée assassine.

Les centristes protègent les « fronts populaires » contre-révolutionnaire

Pour sa part, le MIR, se révèle en 1973 incapable de mesurer la portée de la défaite à laquelle il a honteusement contribué. Il prétend reprendre la guérilla en lien avec les Tupamaros d'Uruguay et l'ERP-PRT d'Argentine. La lutte armée menée en dehors des masses va se révéler un fiasco : des dizaines de jeunes révolutionnaires courageux vont la payer de leur vie. La ligne stratégique de la direction castriste reste la coalition avec la bourgeoisie, le front populaire, le MIR se propose même de rejoindre l'UP :

Nous sommes pour la constitution d'un Front révolutionnaire qui devrait, selon nous, regrouper les partis de l'UP et nous-mêmes. (« Le MIR parle », *Chile, Chile, Chile, solidaridad*, 1973, LCR)

La ligne de pression sur le front populaire a conduit des milliers de combattants révolutionnaires sincères à la défaite ; elle les a trompés quand ils exigeaient une autre politique que celles des partis traîtres, PS et PCCh. Contrairement au discours du MIR du Chili et de la LCR de France, l'Unité populaire n'est pas une entité passive, « *prisonnière de son programme et de la légalité* ».

Aujourd'hui encore, la LCR pabliste –qui a voté Chirac– et son courant international expliquent que le gouvernement d'Allende n'était pas de nature bourgeoise, ne constituait pas

une réponse bourgeoise au risque de révolution. L'UP aurait pu tout aussi bien faire une politique ouvrière et s'appuyer sur le mouvement des masses :

La formation de l'Unité populaire (UP) et sa victoire électorale du 4 septembre 1970 sont des événements à mettre en relation avec l'accélération historique de la croissance de la combativité et de la conscience de classe, ainsi qu'avec l'épuisement des réponses bourgeoises au développement en Amérique latine... Au lieu de s'appuyer sur la puissante créativité du mouvement populaire, l'UP a choisi la voie de la négociation et du renforcement des institutions... Signe évident de faiblesse, cette attitude a désorienté le mouvement de masse et stimulé l'activité contre-révolutionnaire. Triste épilogue pour l'UP et les espérances d'un peuple. (J. Suarez, « 11 septembre 1993, l'espoir anéanti », Rouge, 11 septembre 2003)

Pour les centristes, l'alliance avec la bourgeoisie et le respect de l'Etat bourgeois ne sont pas un problème de classe. Il faudrait une « meilleure Unité populaire », un « front populaire » plus combatif, moins « timoré », en un mot « plus à gauche ». Or, le front populaire ne sert pas mollement, maladroitement, les intérêts des travailleurs ; il est entièrement au service de l'ennemi de classe, il prépare l'assaut de celui-ci contre les masses. Lorsqu'il envoie sa police contre les ouvriers à Clichy, sous Léon Blum, lorsqu'il fait évacuer par l'armée les usines occupées pour les rendre aux capitalistes sous Allende, lorsqu'il désarme les insurgés de Barcelone, dissout les conseils, avec la complicité des centristes du POUM et des chefs anarchistes de la FAI-CNT, entrant tous au gouvernement de front populaire en 1936.

Le prolétariat espagnol a été victime d'une coalition formée des impérialistes, des républicains espagnols, des socialistes, des anarchistes, des staliniens et, sur le flanc gauche, du POUM. À eux tous, ils ont paralysé la révolution socialiste que le prolétariat espagnol avait commencé à réaliser. Il n'est pas facile de venir à bout de la révolution socialiste. Personne n'a trouvé pour cela d'autres méthodes que la répression féroce, le massacre de l'avant-garde, l'exécution des dirigeants, etc. (L. Trotsky, « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? », 1940, La Révolution espagnole, p. 567)

L'aile gauche des fronts populaires partage la responsabilité de leur politique contre-révolutionnaire. Les courants anarchistes qui préconisent de ne pas constituer de parti et, surtout, de ne pas prendre le pouvoir, donc de le laisser à la bourgeoisie, aussi.

Il faut au prolétariat un parti de type bolchevik

Seul le combat résolu pour arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie peut permettre la victoire de la révolution socialiste. Pour cela, la classe ouvrière et la jeunesse ont besoin d'un parti ouvrier révolutionnaire.

La classe ouvrière chilienne est allée en 1973 aussi loin qu'elle le pouvait par son mouvement propre : « *Rompre avec la bourgeoisie !* » ira même jusqu'à titrer *Tarea Urgente*, le journal des cordons industriels. En juillet, il avançait déjà : « *A bas la loi scélérate !* » contre la loi de contrôle des armes. Il a répondu à la constitution du gouvernement civilo-militaire par « *Trahison ! Le cabinet militaire signifie accepter les exigences de la DC et du Parti national, et le prochain pas sera la répression du peuple !* ».

Immense était la détermination de la classe ouvrière et des masses laborieuses à aller jusqu'au bout du combat engagé contre le capitalisme et la domination impérialiste. Mais l'accomplissement de cette tâche impliquait la rupture avec l'Unité populaire, la pire machine de guerre dirigée contre elles. Et cela, aucune organisation politique de la classe ouvrière chilienne (PS, PCCh, MIR) n'était disposée à l'organiser.

Le drame de la classe ouvrière chilienne, c'est que ces organes de pouvoir embryonnaires qu'étaient les cordons industriels, les commandos communaux et les conseils paysans n'ont pas été en mesure de se généraliser, de se centraliser politiquement sur la ligne de la conquête du pouvoir. Il lui a manqué pour diriger cette tâche un parti de type bolchevik.

Un parti comme celui qu'avait édifié Lénine en Russie, rejetant toute coalition avec la bourgeoisie, dressant l'activité révolutionnaire des masses contre la politique des laquais de la bourgeoisie, du PS, du PCCh, de la direction de la CUT. Un parti centralisant et guidant les masses pour le pouvoir aux cordons industriels, aux commandos communaux. Un parti combattant pour un véritable gouvernement ouvrier et paysan, détruisant l'appareil d'État bourgeois. Voilà ce qui a fait défaut à la classe ouvrière chilienne.

Pour que la prochaine révolution chilienne soit victorieuse, pour que le frein et la trahison des vieux partis pourris et de leurs complices centristes soient surmontés, pour que la contre-révolution de la bourgeoisie soit écrasée, l'avant-garde chilienne doit se rassembler dans un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste. Il faut gagner la course de vitesse entre les futurs Pinochet protégés par le PCCh et le PS et la dictature du prolétariat, entre la barbarie et le socialisme.

La guerre civile est imposée à la bourgeoisie par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups de des coups de ses agresseurs. (1^{er} congrès de l'IC, Manifeste de l'Internationale communiste, 1919, Les Quatre premiers congrès de l'IC, p. 33)

11 septembre 2004

Bibliographie

Etienne Laurent (François Chesnais), « L'Unité populaire au Chili », *La Vérité* n° 559, janvier 1973 et n° 560, avril 1973 ; « Au Chili, l'Unité populaire a frayé la voie au fascisme », *La Vérité* n° 562, octobre 1973.

Franck Gaudichaud, *Venceremos !* Syllepse, 2013

Alain Joxe, *Le Chili sous Allende*, Julliard, 1974.

Stéphane Just, *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, Stock, 1977.

Maurice Najman, *Le Chili est proche*, Maspero, 1974.

Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort, l'école française*, La Découverte, 2004.

Léon Trotsky, *Comment vaincre le fascisme*, La Passion, 1993.

Léon Trotsky, *Le Mouvement communiste en France 1919-1939*, Minuit, 1967.

Léon Trotsky, *La Révolution espagnole 1930-1940*, Minuit, 1975.

Chili l'affrontement de classes 1970-1973, Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, 1973.



RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du groupe marxiste internationaliste
[section française du collectif révolution permanente]

Adresse postale

ReSo

AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Abonnement 10 euros pour 1 an (5 numéros)
à l'ordre de ReSo

Site du CoReP r.volutionpermanente.com

Site du GKK / Autriche klassenkampf.net

Site du GMI / France groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou luchamarxista.blogspot.fr

cahier révolution communiste



En 1970, Allende accède à la présidence dans le cadre d'un front populaire (Unidad popular) entre le Parti socialiste, le Parti communiste chilien, le Parti radical, le MAPU (scission de la Démocratie chrétienne). Pour le parti stalinien et le parti social-démocrate, il ne saurait être question d'armer le peuple et de mettre en cause la propriété privée autrement qu'en paroles.

Le gouvernement Unidad popular se contente d'une réforme agraire limitée, d'une nationalisation minière et bancaire moyennant l'indemnisation ruineuse des actionnaires et de distribution de nourriture aux habitants de bidonvilles. En décembre 1971, Castro utilise le prestige de la révolution cubaine pour appuyer le bloc avec la bourgeoisie et repousser à un avenir lointain toute révolution socialiste.

Les travailleurs salariés, les paysans pauvres, les soldats du contingent et les étudiants continuent à se mobiliser pour bien davantage, tandis que la classe dominante, appuyée sur l'État impérialisme américain, encourage son principal parti (le Parti démocrate chrétien), la magistrature, la hiérarchie militaire et policière, les bandes fascistes à s'opposer aux luttes sociales et même à toutes les organisations ouvrière.

Les agressions, la répression et le sabotage de l'économie par les capitalistes poussent les travailleurs à s'organiser, à se défendre, à tenter de contrôler la production et la distribution. Le début de la révolution exaspère la bourgeoisie. Mais aucun parti ne se bat pour le front unique ouvrier, la rupture avec la bourgeoisie ni les conseils : le MIR castriste, sans rejoindre l'UP, lui apporte son soutien. Sous la menace de la réaction, le président Allende et le Parti communiste chilien prêchent la modération aux travailleurs et donnent des gages à l'état-major. En août 1973, ils font entrer au gouvernement le général Pinochet, qui a réprimé des grévistes par le passé. La répression étatique s'intensifie contre les conscrits, les paysans sans terre et les ouvriers, sans que le gouvernement arme la population.

Le 22 août 1973, la chambre déclare inconstitutionnel le gouvernement d'Allende... Ce vote donne le feu vert à une sédition des officiers. Leur 11 septembre est une guerre éclair. Ils se mettent en position à 6 heures du matin et leurs troupes marchent sur Santiago. Dans son palais de La Moneda, à 7 h 30, Allende ne croit toujours pas à la réalité du coup d'État. A 7 h 55, il redit à la radio sa foi en la loyauté de l'armée de terre dirigée par Augusto Pinochet. (Le Monde, 12 septembre 2013)

La bourgeoisie écrase sauvagement la révolution. La classe ouvrière paye chèrement la trahison de ses directions traditionnelles et l'absence de parti ouvrier révolutionnaire.

Voilà pourquoi les communistes internationalistes ne font aucune confiance à l'État bourgeois, condamnent toute alliance avec les partis bourgeois (pratiquées par LO, NPA, PCF, PdG et PS), ne réclament pas davantage de police (PS, PCF, PdG, LO) ou d'armée (PS, PCF, PdG) et encouragent les travailleurs à se défendre eux-mêmes, pour préparer la destruction de l'État bourgeois et leur prise du pouvoir.